

DROIT D'ASILE

L'Europe, quelle culture d'accueil ?



Débat à l'occasion de la Fenêtre-expo Bénédicte Lienard pour le film « Pour vivre, j'ai laissé » à Ivry-sur-Seine, le 4 mars 2005.

Bénédicte Lienard — Je suis cinéaste de formation, mon travail consiste à faire des films. Arrive un moment où se pose une question, qui est davantage sociale et politique plus qu'artistique, cette question est toujours là pour que le citoyen se repositionne par rapport au réel. Après tout un long travail en prison qui a donné lieu au film « Une part du ciel » s'est posé assez naturellement la question de la frontière, cette autre limite. Après avoir travaillé environ sept, huit ans dans l'univers carcéral, je suis partie vers le camp de Sangatte qui avait annoncé sa fermeture. En arrivant là-bas, j'ai trouvé ma place en tant qu'individu et en tant que citoyenne, donc me mêlant beaucoup au groupe de militants qui essayait d'organiser la survie de cette histoire qui n'est qu'une histoire de survie, donc pas de vie, pas de construction. À Sangatte, je n'ai pas trouvé la manière d'organiser mon travail parce que Sangatte quelque part n'était pas mon terrain. Rentrant à Bruxelles, les choses ont fait que je m'installe dans un appartement à 150 mètres du plus grand centre pour réfugiés, qui s'appelle « Le petit château » qui est une ancienne caserne de l'armée. En Belgique, nous n'avons plus d'armée, donc une partie des casernes est devenue des centres pour réfugiés. Je me pose très vite la question de : que faire ? En janvier de l'année dernière, je commence un salon des femmes, un salon

de rencontre hebdomadaire qui s'adressait d'abord aux femmes. Le petit château a une capacité d'accueil de 900 personnes qui viennent du monde entier et qui sont toutes en procédure, donc nous sommes un contexte de demandeurs d'asile et d'hébergement de type ouvert. Je me disais qu'en ouvrant un espace hebdomadaire de rencontre pour les femmes, elles sortiraient de leur situation d'enfermement. Ce projet a ensuite relié les hommes sans exclure les femmes. Pendant six mois, nous avons fait de la musique ensemble, de la photographie, un peu de vidéo sachant très bien que la question du cinéma est une question qui m'anime. Arrivant au mois de juin, je suis en recherche de financement et on me propose un film de commande sur la situation des réfugiés en Belgique. Je refuse de réaliser un film de commande et j'arrive à persuader le commanditaire d'investir l'argent dans une dynamique d'atelier et de fabriquer un film où les sujets deviendraient protagonistes et acteurs, les cinéastes de ce film. Ce que vous allez voir est un processus d'ateliers où la caméra a été appropriée et constamment nous nous sommes posé la question du langage cinématographique. Nous étions douze dans l'atelier avec des langues différentes. Dans le dispositif, des traducteurs sont parfois venus nous aider. Tout ce que vous allez voir n'a pas été filmé par des cinéastes mais des cinéastes ont accompagné ceux qui s'approprièrent ce langage et qui se mettaient au travail. Une des jeunes cinéastes est venue avec moi, les autres sont restés à Bruxelles car ils sont tous en procédure et le risque de passer les frontières reste toujours difficile à gérer. Le film est réalisé par des hommes et des femmes venant du Niger, du Togo, du Kurdistan, de la Turquie et de l'Iran. Le groupe s'est constitué sur le désir du cinéma, mais le groupe ne s'est pas constitué par affinité culturelle. Ce sont des individus qui sont venus pour tenter une expérience. Tout de suite après la réalisation de ce film et de cet atelier, on me propose de diriger un stage pour des comédiens professionnels sur « le regard documentaire de l'acteur ». J'ai eu beaucoup d'inscriptions. Compte tenu de l'expérience, le groupe de réfugiés a été tout de suite intégré dans le travail avec les acteurs. Les acteurs et les jeunes cinéastes ont écrit des scènes. Est née la Cinétroupe qui vient de vivre sa première et lie le spectacle vivant au cinéma. Je vis depuis longtemps une frustration qui est : un film fige la vie quelque part ou l'arrête dans son statut. À un moment donné le cinéma fixe les choses et, nous, nous avons envie de continuer à vivre ensemble. Nous avons créé la Cinétroupe qui est une forme entre le cinéma, le spectacle vivant, le chant, le texte, etc. avec une grande exigence à la fois de témoignage et de langage. Nous allons sans doute partir en tournée. Par rapport au film que vous allez voir et à la Cinétroupe, ce n'est pas une forme arrêtée, c'est-à-dire qu'on l'a vraiment conçu comme quelque chose qui puisse continuer. Ce qui se décline ce soir sur l'écran va continuer à se décliner bien au-delà du film. Comme il n'y a plus d'argent pour continuer ce projet de cinéma, on continue par le spectacle vivant qui ne coûte rien mais au moins on continue à vivre ensemble.

Reane — Bonsoir, je suis très heureuse d'être parmi vous. Je suis Iranienne. Je ne parle pas très bien le français, mais pour moi ce qui compte c'est ma vie. J'existe et j'essaie de faire les choses dont j'ai envie. Ce n'était pas ce que je voulais faire, j'avais étudié l'électronique. J'essaye de montrer mon existence. Les choses que j'ai envie de faire, je les fais. Quand j'ai rencontré Bénédicte et qu'elle m'a proposé ce projet, j'ai eu envie de le faire. Je me sens libre et ma vie est là. C'est le présent qui compte, je me fous de mon passé. Je vis en Belgique et il faut faire des choses parce que je vis là. L'endroit où je vis ne peut pas conduire ma vie. Si j'ai passé des frontières c'est mon choix et je n'aime pas porter le nom de réfugié. Ce sont les autres qui m'ont donné ce nom, moi je ne suis pas une réfugiée, je suis une femme et j'existe.

Bénédicte Lienard — Nous sommes 35 ce soir, ce qui veut dire que nous sommes 300.

Paulette Inthavisay — Au début, tu parles d'un travail de femmes et, ce qui m'a surpris dans le film, c'est qu'elles sont terriblement absentes.

Bénédicte Lienard — Dans le collectif de réalisation, il y a deux femmes qui ont signé des séquences: Réane et Fatima. Par rapport au dispositif de départ, il y a quatre, cinq femmes qui ont permis que les hommes viennent. Il faut savoir que c'est un centre où il y a un roulement entre 800 et 900 personnes. Pour le moment, ils sont en capacité maximale avec 900 résidents. C'est une notion concrète et abstraite parce que les gens bougent, il y a énormément de mouvement. La dynamique installée dans le salon des femmes est un partage, mais n'était pas nécessairement celle du film, mais elles ont permis certaines choses. Par exemple la communauté africaine est venue rejoindre le projet a été invitée par une femme, mais qui n'a pas fait de film. Je vais laisser Réane parler de la position de la femme dans le centre en sachant que, sur 900 personnes, on a une minorité de femmes. Les femmes seules non accompagnées sont peu nombreuses, mais il y a aussi toutes les mères de famille comme Fatima qui n'avait pas beaucoup de disponibilité pour ce travail-là.

Reane — Il y a des femmes qui habitent au petit château et il y a des femmes seules aussi. Comme les gens attendent, on les empêche de faire des choses comme de participer aux activités. Les femmes préfèrent s'occuper de leur mari, les femmes kurdes notamment. Il y a une femme dans le film dont on ne voit pas le visage parce que son mari n'était pas d'accord. Les autres sont vraiment dans l'attente et il est rare de trouver quelqu'un qui arrive à croire que sa vie est là. C'est rare de trouver des femmes qui vont faire des choses.

Aminata (Coordination Nationale des sans papiers) — On voit que ce sont des gens qui sont en train de se battre et qui veulent que tous soient égaux. Cela se voit dans le film que les gens sont en train de se battre pour avoir

quelque chose.

Assane (Coordination Nationale des sans papiers) — Je voudrais remercier les réalisateurs du document. C'est vraiment très émouvant. L'année dernière, nous avons réalisé au niveau de la coordination des sans papiers une marche pour dire : nous ne connaissons pas les frontières. Environ 80 sans papiers ont marché d'Espagne à Bruxelles, du 31 mai au 12 juin. Quand ils ont vu les portes fermées, c'était une horreur. Les gens étaient traités avec une telle inhumanité dans un pays civilisé qui respecte les libertés et les droits de l'Homme. Il y a des collectifs dans beaucoup de villes. Par des actions de visibilité, il faut que l'opinion publique se rende compte qu'il y a, dans ce pays, des personnes qui sont traitées d'une manière inhumaine pour la simple raison qu'ils sont nés ailleurs. Ils pensent que si on les régularise, toute la horde des désolés du monde va venir envahir la France, que ce sera un appel pour que les gens viennent de partout. C'est le discours de Chirac. Mais la réalité c'est que le travail au noir est rentable, 4% du PIB c'est du travail non déclaré. Donc on préfère maintenir les personnes en situation irrégulière car le travail au noir participe aux bénéfices. Dire à quelqu'un : débrouille-toi pour te cacher dix ans. Or nous sommes traités non pas comme des hommes humains mais comme des cas. C'est le cas d'une dame qui est arrivée en France en 91 avec trois enfants scolarisés, des enfants qui ont leur carte de séjour parce qu'ils sont à l'école. Il y a des enfants qui ont une carte de séjour et leurs parents n'ont pas le droit de l'avoir. Il y a toutes sortes d'aberrations, même les circulaires et les lois. Il n'y a pas une politique de l'immigration ou une politique d'accueil, il y a une police de l'immigration, il y a des chambres sans fenêtre. Ce n'est pas une prison quand même, même dans les prisons parfois il y a des grillages et là, il n'y a pas de fenêtres. Il y a des femmes qui allaitent que l'on met dans des centres de détention. Par exemple, on dit à des Ivoiriens : vous ne pouvez pas être réfugiés politiques parce que vous n'êtes pas persécutés par votre gouvernement. Tout le monde sait ce qui se passe dans ce pays, mais les Ivoiriens ne rentrent pas dans la catégorie. Les gens vont occuper toutes sortes de lieux. Ça dure depuis 10 ans, tous les gouvernements se retranchent derrière l'histoire de l'invasion. Il y a eu 12 000 expulsions et le nombre d'expulsions a augmenté de 40% par rapport à l'année 2003. La machine à fabriquer des sans papiers se passe dans les préfetures. Cette politique-là ne peut pas être admise par les personnes qui sont attachées au respect de la liberté individuelle et collective. Ce sont les réactions de l'opinion qui vont faire bouger le gouvernement.

Franck Poupeau — Je voudrais faire trois remarques, deux pour les collectifs sans papiers et une autre un peu plus générale. Quand il y a une manif des sans papiers, il y a 100 ou 200 personnes parce que ça nous renvoie à un organe de société qui est intolérable et beaucoup de gens qui sont

engagés n'ont pas le courage. Lorsque vous prenez la littérature sur le sujet, c'est un exemple qu'ont connu les paysans français relégués par le pouvoir économique capitaliste. Quand on est réfugié, on n'est qu'un cas parmi d'autres. Il serait important dans les campagnes des sans papiers en France de ne pas en faire un cas à part mais de montrer que c'est un cas limite de beaucoup d'autre cas. En terme de stratégie politique et de mobilisation il n'y a pas de problème de réfugié, il y a le problème de l'exclusion.

Françoise Corset (Comité de vigilance contre le racisme) — Ce qui m'a beaucoup touchée c'est cet aspect affectif. Parfois nous aurions une petite tendance à mettre plus en avant des situations plus administratives. Moi ce qui me frappe, c'est l'angoisse de tous ces gens. Ils viennent nous voir comme s'il y avait quelque chose de magique, de possible et cela entraîne une angoisse, un mal-être. Il y a certains qu'on ne va plus reconnaître. À l'inverse, quand il est venu, je ne l'ai pas reconnu parce que c'était un autre homme. Ce sont des choses très difficiles à vivre. Les adolescents, les enfants de ces familles où il n'y a pas de papiers, etc., de toute façon eux n'en auront pas avant un certain temps. Au fond, d'où est-ce que je suis? quelle identité vont-ils avoir? Ils sont d'ailleurs, mais eux sont là et pourtant ils se ressentent de nulle part car certains n'arrivent pas à obtenir une carte de circulation. Cet aspect affectif existe et c'est pour cela que je suis très attachée à l'accueil qui est fait aux personnes. Certaines ont une forme de dépendance vis-à-vis de nous et d'autres vont être agressifs, exigeants. En tant que Française, j'ai honte quand on sait qu'il n'y a pratiquement plus aucun droit d'assistance. Plus rien ne passe. On voit des situations dramatiques. Il y a ici deux foyers et c'est vrai qu'ils sont très découragés. Je crois qu'un des moyens utilisés aujourd'hui c'est de décourager les gens. Certains sont dans une forme de survie. Nous avons un souci: comment remobiliser des gens qui sont dans un état d'épuisement moral, où ils n'y croient plus? Je me demande si on ne pourrait pas diffuser ce film dans le foyer. Ce serait un moyen de se retrouver.

Isabel de Bary — Avec Gilles, on voulait préparer depuis longtemps un débat sur la prison. Comme Bénédicte a fait un film sur la prison, je l'ai appelée. Elle nous a envoyé une cassette et nous, on croyait faire un débat sur la prison. Finalement on a abandonné ce débat et on a étudié le sujet. Je me suis dit que l'histoire des sans papiers est une aberration totale. Le mot des sans papiers est aberrant quand ces gens-là demandent d'être accueillis. Je regrette qu'il n'y ait pas dans cette salle des gens qui ont des responsabilités politiques, parce que qui va nous mobiliser pour se battre contre cette constitution qui ne défend pas suffisamment les droits de l'Homme, les droits sociaux. Je suis très choquée par cet intitulé de « sans papiers », d'où l'idée de travailler sur la demande d'asile.

Bénédicte Lienard — Ce film vous appartient. Ce qu'on a vu là ce soir

appartient au monde. Environ mille DVDs vont sortir en Belgique. Le panneau du début dit: ils nous livrent leur intimité et nous existons en terme universel à partir du moment où les intimes se rencontrent. Je ne suis pas quelqu'un qui cherche de l'affect ou des sentiments et l'épanchement m'ennuie profondément dans la vie comme dans l'art. En revanche l'expression de l'intime fait que la rencontre est possible et, là, la frontière n'existe plus. D'une intimité à une autre, il y a très peu de différences, tout est possible. Ce que les réalisateurs nous ont donné à voir ce soir, c'est l'expression de leur intimité, en quoi nous sommes? en quoi je suis? en quoi tu es? Cela refonde le discours également. Il faut non pas penser en termes d'affect, il faut penser en termes de traduction de l'intime pour reformuler le discours politique. Une autre pensée me traverse tous les jours: l'Homme marche parce qu'il vit, et les artistes le savent, un homme en vie est un homme en marche. Je ne peux pas m'empêcher de marcher, de bouger sur cette planète et pourtant je ne suis pas sans papiers, mes parents sont Belges, je n'ai aucune origine étrangère, mais je me revendique, en revanche, comme une femme en marche. Vous ne pourrez jamais m'empêcher d'aller vers des choses intuitives, instinctives que je ne comprends pas, qui ne sont d'ailleurs pas motivées par une rationalité. Je marche parce que je vis, c'est organique. C'est une dimension de l'humanité, cette marche. Donc cet exil en marche est porteur de vie, de ruptures, de richesses, d'apports à l'autre, de relations à l'autre. Je trouve extraordinaire de se déplacer avec son sac. Par contre ce que les politiques ont fait de nous, hommes en marche, c'est un homme errant. L'errance est fabriquée par le politique. L'errance s'associe à la dépression et ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui c'est la mise en errance de nos mouvements qui, au début, sont pulsions de vie, pulsions de création, pulsions de l'humanité. Nous ne fabriquons pas l'errance, il n'y a pas d'homme errant, il y a un homme en marche. Par contre les contextes politiques fabriquent de l'errance et, nous, nous n'allons peut-être pas tomber dans l'errance parce que nous avons une Sécurité Sociale, un statut, etc. Notre errance c'est la dépression face à la victoire du système. C'est l'errance pour certains, d'autres errances pour d'autres qui est la figure dépressive qui se traite exactement de la même manière. L'homme errant et l'homme dépressif sont traités avec les mêmes médicaments et les mêmes symptômes. On est face à une maladie qui est complètement construite par les gens qui nous gouvernent et qui est à l'inverse même de la pulsion de vie et de la communication. Les médicaments utilisés pour la dépression sont les mêmes que ceux utilisés pour l'homme errant.

Jacques Corset (Comité de vigilance contre le racisme) — Concernant le débat sur la prison, je pense que nous n'en sommes pas loin. Ce que votre intervention m'a fait découvrir, c'est le terme d'enfermement pour ces gens dans l'attente. Ce que nous avons vu depuis l'évolution du mouvement des sans papiers, c'est qu'au départ les gens n'étaient pas enfer-

més de cette façon. Actuellement, dans beaucoup de lieux, les gens sont enfermés dans cette situation. C'est l'attente, ils cherchent une sortie de quelque chose qui pour l'instant n'a pas de sortie. On a vu que les jeunes donnent beaucoup moins de prises à cette situation car ils sont scolarisés, pris dans un groupe et ils peuvent encore, à partir de là, réagir. C'est comme ça qu'on a pu, pour des jeunes sans papiers, notamment au Lycée Fernand Léger, créer une mobilisation importante pour faire pression et obtenir des papiers pour les jeunes majeurs afin qu'ils puissent poursuivre des études. Cet enfermement, je n'en avais pas bien conscience auparavant. On songe à se réunir avec les collectifs des sans papiers et que l'on se coordonne plus pour recréer les parrainages. Ici sur Ivry, nous avons pu parrainer plus de 140 personnes et cela pourrait peut-être aider les gens qui vivent dans cet enfermement.

Reane — Qu'est-ce qu'un sans papiers pour nous? Moi je n'ai pas de papiers, je n'ai rien. Ce que j'ai, c'est mon choix. Si je suis là c'est parce que j'ai choisi d'être là. En attendant d'avoir mes papiers, je m'inscris dans un combat de réfugiés. Pourquoi on oublie notre vie? Oui, on attend. Vous avez vu le Petit Château. Je ne gagne presque rien, 3 euros par semaine mais ça ne m'empêche pas de bouger. Cela fait presque 5 ans que j'ai quitté mon pays. Cela fait presque deux ans que j'habite au Petit Château et cela fait presque 4 ans et demi que je suis en Belgique. Est-ce que je dois oublier ma vie? Est-ce que je dois être en attente? Non. Je crois que souvent les réfugiés se demandent pourquoi ils sont là, mais les moments où on vit sont importants, sans papiers ou avec papiers. Je connais beaucoup de gens qui ont reçu leurs papiers et qui sont toujours en attente et qui ne font rien.

Bénédicte Lienard — Admettons que nous ayons tous des papiers, on pourra tous les brûler, c'est aussi simple que ça. Réane exprime cette force qu'elle a d'être au présent. En même temps qu'est-ce qui nous conditionne à croire que construire passe par ce fameux papier? Et en même temps c'est une réalité politique. Si Réane veut se marier, avoir un métier et gagner sa vie dignement et à 40 ans avoir sa progéniture et à 60 ans être grand-mère et vivre dans une forme de sérénité... À partir du moment où nous aurons tous des papiers, nous pourrions militer pour brûler tous ensemble ces foutus papiers parce que ce ne sont que des modes de représentation qui nous ont été dictés. La carte d'identité, le passeport sont relativement récents, c'est-à-dire environ 150 ans. Finalement ce fameux papier qui donnerait accès à ce dont on croit faire le bonheur, ce qui est très intéressant c'est que Réane remet complètement en question cette notion. Ce ne sont pas ces papiers qui vont faire que nous serons de nouveau conditionnés comme nous le sommes et en même temps dans les réalités énoncées aujourd'hui. Effectivement Reane ne peut pas exercer son métier, gagner sa vie dignement. À partir du moment où on n'a pas le droit au travail, on n'a

pas d'autres droits qui en découlent. Ce n'est pas le droit aux papiers, c'est le droit à une reconnaissance et à une existence qui font qu'on peut s'inscrire dans une société organisée comme la nôtre. Le jour où nous aurons tous des papiers, nous irons tous les brûler gaiement parce que sans doute qu'un autre sera possible à partir de ce moment-là. En revendiquant la question des papiers, on ne fait que réinscrire les logiques dans lesquelles nous sommes complètement enfermés.

Homme — En Afrique ou au Maghreb, ils n'ont pas de papiers.

Bénédicte Lienard — Quand on m'a donné la plaque de la première carte d'identité française qui était sortie de presse, j'étais scotchée. On aurait l'historique de la carte d'identité, cela vaudrait le coup de le sortir. Pourquoi, tout à coup, il a fallu vraiment avoir un papier pour signer son existence sociale par exemple ?

Jacques Corset — Les gens ont très longtemps vécu sans papiers. Mais il serait intéressant de regarder comment l'existence en tant que citoyen stigmatise la reconnaissance par un papier. Le problème profond, c'est le problème de l'exclusion parce qu'on retrouve cet enfermement, ces gens qui sont exclus, dès qu'on est exclu du système. Ce qui est frappant actuellement c'est que le fait d'avoir des papiers aide aussi à exclure du logement et autrement dit les gens se retrouvent à la rue. Ils n'ont finalement une existence que l'hiver où on les met à l'abri pour ne pas qu'ils meurent dans la rue. C'est le dernier droit que la société leur reconnaît, c'est de les empêcher de mourir dans la rue.

Gérard Paris-Clavel — C'est vrai que ça donne le problème du nom des sans papiers, moi je dirais plutôt des sans droits, c'est-à-dire qu'on n'a pas le droit au logement, pas le droit au travail, etc. Le mot sans papier trahit un peu la réalité, le vrai problème c'est l'égalité des droits, pas l'égalité du papier. Ça ne veut rien dire le papier. Effectivement lorsqu'on est sans papiers, ce que l'on constate c'est qu'on perd tous ces droits et le problème c'est de vivre sans droits. Les sans papiers renvoient toujours à quelque chose d'administratif. On parle des Droits de l'Homme et pourquoi pas des papiers.

Aminata — Le nom des sans papiers date de 96 quand les copains ont investi l'église Saint-Ambroise. Les gens qui étaient là avaient des papiers et on leur a retiré leurs papiers et là, ils ont dit : nous, nous sommes des sans papiers. C'est comme ça que ce mot est né. Avant on parlait des exilés. Les sans papiers sont des gens qui viennent d'arriver.

Bénédicte Lienard — Il va falloir sortir de cette formulation parce qu'elle

enferme dans un code administratif alors que le fondement même de la lutte n'est pas d'avoir des papiers, le fondement est de pouvoir s'inscrire dans une vie qui appartient à tout le monde, qui est commune à tous. Moi je ne me reconnais pas avec un sans papiers, mais je me reconnais avec des droits à partager. On touche vraiment une notion philosophique très importante. Pour quelqu'un qui a des papiers, ne pas en avoir, c'est abstrait. En revanche vivre avec quelqu'un qui est privé de droits, ça m'est insupportable et là on rejoint l'intimité. Dans l'expérience intime, être privé de droits, je sais ce que ça veut dire, je comprends intimement ce que cela veut dire que de ne pas avoir le droit au logement, ne pas avoir le droit à l'éducation par exemple. Ça, ça nous rassemble mais la notion de papiers est toujours reliée à l'étranger. Or moi je n'ai pas envie de relier cette notion de papier à la notion d'étranger. On touche là une dimension intéressante.

Assane — Que les sans papiers soient des sans droits, c'est clair car ils n'ont pas de logement, pas de travail. Même un sans-papiers qui arrive à avoir des papiers, l'employeur peut lui donner un CDD avec une carte d'un an mais sans aucune certitude qu'elle sera renouvelée. C'est au bout de cinq années que l'on a le droit à une carte pour 10 ans. Mais pourquoi 10 ans ? C'est toujours l'histoire de la police qui est derrière les humains et qui encadre le chemin que doit suivre l'étranger.

Bénédicte Lienard — L'étranger est encore plus stigmatisé.

Assane — Pratiquement tous les chefs de familles en mars 1996 se sont retrouvés dans un foyer et se sont dits : qu'est-ce qui fait qu'on soit encore là depuis six ans à se cacher, à raser les murs pour essayer de trouver un travail au noir, à n'avoir aucun droit à la santé, à ne pas être reconnu, à ne pas avoir un logement décent parce qu'on nous demandera nos papiers. Tu ne peux pas te marier parce qu'on te demandera tes papiers. Tu ne peux pas vivre ta vie parce qu'on te demandera tes papiers. Ils disent : nous sommes des sans papiers. Avant, on disait ce sont des clandestins, les irréguliers sont des clandestins et à ce moment-là ils ont dit : nous ne sommes pas des clandestins, nous sommes des êtres vivants. Le seul problème c'est qu'à cause d'un bout de papier, on nous nie tous les droits. En fait, nous sommes simplement des sans papiers et de ce fait nous sommes privés de tous nos droits. Ils ne pourraient pas s'appeler des sans droits parce que ce ne sont pas les seuls à être sans droits. Il y en a qui ont des papiers et qui se retrouvent dans des situations que vous avez décrites. Leur particularité c'est qu'ils ont voulu le signifier à cause de ce fichu bout de papier et ils sont privés de tous les droits. La coordination ou le collectif des sans papiers ne vont pas aller sauver le monde, mais ce sera avec plaisir qu'on brûlera nos papiers quand nous en aurons tous et qu'ils ne seront plus exigés. Mais nous n'en sommes pas là. Avec la politique d'immigration d'aujourd'hui,

la construction de l'Europe, la forteresse s'enferme sur elle-même et nous sommes loin de ça. La politique étrangère à l'échelle de l'Europe aura des conséquences. Quand on a refusé une régularisation en Allemagne, on ne peut plus aller en France à cause des accords de Schengen. Pour nous ce n'est pas une question de philosophie ou de mots, mais une réalité. Obtenir un papier avec un cachet d'un monsieur qui a autorité pour décider de ta vie met les gens dans des situations impossibles. Donc sans papiers, sans droit, y en a marre, c'est tout.

Jacques Corset — En fait les sans papiers sont rarement sans papiers, ils ont souvent un passeport qui établit parfaitement leur identité. Il y a une chose sur laquelle ils n'étaient pas encore exclus c'était le droit au mariage. Même ce droit, qui est un principe de notre Constitution, on essaye maintenant de leur enlever. Nous sommes en train de mener une lutte sur ce droit, nous essayons par les lois d'empêcher le mariage même de gens en France. Nous avons un cas actuellement, des jeunes qui veulent se marier. Le maire essaie d'empêcher le mariage, c'est un délit et à partir de là on peut empêcher le mariage. Là, il faut se mobiliser.